

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
Assassinat d'un défenseur reconnu des droits humains

Index AI : AFR 62/011/2005
ÉFAI

Lundi 1er août 2005

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le gouvernement congolais doit immédiatement ouvrir une enquête indépendante et approfondie sur les circonstances de l'assassinat de Pascal Kabungulu Kibembi, militant des droits humains, ont déclaré ce lundi 1^{er} août Human Rights Watch, Amnesty International et Front Line.

Pascal Kabungulu était le secrétaire général des Héritiers de la Justice (HJ), une organisation de défense des droits humains très active en République démocratique du Congo. Il était également vice-président de l'organisation régionale de la Ligue des droits de l'homme dans la région des Grands Lacs (LDGL).

Pascal Kabungulu a été assassiné chez lui, à Bukavu, dans l'est du Congo, aux premières heures du jour le 31 juillet. Des hommes armés en uniforme sont entrés par effraction dans sa maison, l'ont traîné hors de sa chambre et l'ont abattu devant les membres de sa famille. Ces derniers ont indiqué que, juste avant de l'abattre, les agresseurs lui ont dit : « *On t'a cherché et aujourd'hui c'est le jour de ta mort.* » Les hommes ont volé l'ordinateur portable de Pascal Kabungulu, une télévision et un magnétophone.

« *Pascal Kabungulu était un défenseur des droits humains estimé et courageux qui donnait de l'espoir aux gens ordinaires affligés par la guerre et la misère,* ont déclaré les trois organisations internationales de défense des droits humains dans une déclaration conjointe. *Tuer un défenseur des droits humains signifie semer la peur dans l'ensemble des communautés au Congo.* »

Héritiers de la justice (HJ) est une organisation de défense des droits humains respectée, qui dénonce les violations massives des droits humains, notamment les crimes de guerre dans l'est de la RDC. Créée en 1991, l'organisation a toujours su garder son indépendance, critiquant les gouvernements des anciens présidents Mobutu Sese Seko, Laurent-Désiré Kabila et les autorités du gouvernement actuel de transition dirigé par Joseph Kabila. L'organisation a également répertorié de graves exactions commises par des groupes armés opérant dans l'est du Congo. Pascal Kabungulu avait rejoint HJ au milieu des

années 90 et était devenu secrétaire général de l'organisation en 1999. Il envisageait de quitter Héritiers de la justice (HJ) pour un poste au secrétariat général de la LDGL à Kigali, au Rwanda.

Selon les organisations de défense des droits humains, les menaces à l'égard des défenseurs des droits humains dans l'est du Congo ne cessent de croître. Depuis la fin de l'année dernière, un nombre croissant de défenseurs des droits humains dans toute la partie est du Congo ont reçu des menaces de mort après avoir dénoncé de graves atteintes aux droits humains par les autorités des provinces locales. Certains militants ont fui le pays, craignant pour leur vie. Plusieurs membres de l'organisation de Pascal Kabungulu, Héritiers de la justice, vivant dans des zones rurales, ont été assassinés dans le passé.

« *Le gouvernement doit de toute urgence ouvrir une enquête indépendante et approfondie sur les circonstances de l'assassinat de Pascal Kabungulu et poursuivre en justice les auteurs présumés de ce meurtre,* ont déclaré les organisations. *L'insécurité qui règne dans le Sud-Kivu ne doit pas servir de prétexte à l'inaction. Ceux qui défendent les droits des autres doivent pouvoir continuer leur travail sans harcèlement ni persécution.* »

Human Rights Watch, Amnesty International et Front Line ont également appelé le gouvernement de transition congolais à élaborer un plan effectif de protection des défenseurs des droits humains et demandé à la Mission de l'Organisation des Nations unies en République démocratique du Congo, la MONUC, de fournir au gouvernement l'assistance logistique et technique requise à la mise en place d'un tel plan. ●

Pour plus de précisions, merci de contacter :

- **Human Rights Watch : Juliane Kippenberg à Londres, au + 44 77 32409058 ou Jean-Paul Marthoz à Bruxelles, au + 32 2 7322009 ;**

- **Amnesty International : Véronique Aubert à Londres, au + 44 2074135964 ;**

- **Front Line : Andrew Anderson à Dublin, au + 353 1 2123750.**

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>